



Corse ViaStella

Blocage de la décharge de Vico : le collectif "Pà un Pumonte Pulitu" reçu à la CTC

Une délégation du collectif de riverains et d'élus "Pà un Pumonte Pulitu" qui bloque en partie la décharge de Vico a été reçue ce mardi à la Collectivité Territoriale de Corse.

Publié le 22/12/2015 | 12:14, mis à jour le 22/12/2015 | 19:33



© France 3 Corse

C'est la première rencontre du nouveau conseil exécutif nationaliste de la Collectivité territoriale de Corse (CTC) avec l'actualité et l'épineux dossier des déchets.

Lors d'une réunion organisée ce mardi à la CTC, le collectif de riverains et d'élus "Pà un Pumonte Pulitu" qui bloque en partie la décharge de Vico depuis dimanche, entraînant l'accumulation des déchets dans les rues d'Ajaccio, a réitéré **ses revendications à savoir**

réserver le site aux 33 communes du canton ainsi que l'annulation du projet d'extension.

La nouvelle présidente de l'Office de l'environnement Agnès Simonpietri connaît bien le dossier puisqu'**elle a été présidente du collectif anti-incinérateur et fait partie de la commission du suivi des déchets depuis 2010.**

"Nous sommes particulièrement conscients de notre responsabilité donc nous ferons tout pour trouver une solution. Mais la responsabilité ultime revient à ceux qui sont en charge du traitement, soit le Syvadec. Et le Syvadec a failli" indique Agnès Simonpietri.

Gilles Simeoni, nouveau président de l'exécutif, Jean-Guy Talamoni, nouveau président de l'Assemblée de Corse, Jean Biancucci, conseiller territorial et François Alfonsi, eurodéputé Europe Ecologie Les Verts ont participé à cette réunion.

L'exécutif a proposé une solution d'urgence : partager les 3 000 tonnes de déchets à venir avant le 31 décembre entre les trois centres d'enfouissement Prunelli, Viggianello et Vico.

Le collectif "Pà un Pumonte Pulitu" rencontre mardi soir les maires du canton pour décider de poursuivre ou non le blocage de la décharge de Vico.

A Ajaccio le président de la Communauté des Communes, inquiet de la situation, a été reçu en préfecture. "*Nos services sont en mesure de collecter les déchets dès l'annonce du déblocage. **Nous avons également convenu des rendez-vous réguliers avec les services de l'Etat pour envisager une solution d'urgence si le blocage ne se faisait pas dans les meilleurs délais***" indique Jean-Jacques Ferrara, président de la CAPA Communauté Communes Pays Ajaccien.

Joint par téléphone le président du Syvadec, **François Tatti, informe qu'il attend les résultats des discussions avant d'envisager les mesures qui s'imposent.**